



**Yves Nidegger:** «Aujourd'hui, le PLR se déchire et le PDC centriste fait dans le rachat de start-up comme le PBD ou les vert'libéraux. Seule l'UDC tente de défendre une politique de droite lisible.» (EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)



**Delphine Bachmann:** «Ma candidature est tout sauf opportuniste, je prends des risques pour offrir un vrai choix à la population. L'enjeu collectif est important, ce n'est pas un tour de chauffe, je suis là pour gagner.» (EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

## Yves Nidegger et Delphine Bachmann L'opposition et le consensus

**GENÈVE** Le tribun UDC et l'étoile montante du PDC, fraîchement lancée dans la course au Conseil d'Etat genevois, confrontent leurs positions sur la gestion de la crise, la fiscalité ou encore la mobilité, à l'heure où le second tour s'annonce plus ouvert que jamais

PROPOS RECUEILLIS PAR LAURE LUGON ZUGRAVU ET SYLVIA REVELLO

@LaureLugon et @sylviarevello

Ils sont venus perturber le duel attendu entre Pierre Maudet et Fabienne Fischer au second tour de l'élection complémentaire au Conseil d'Etat genevois du 28 mars prochain. L'UDC Yves Nidegger et la PDC Delphine Bachmann, nouvelle venue dans la course, se posent tous deux en défenseurs de l'économie, mais avec des recettes diamétralement opposées. Faisant preuve d'une assurance peu commune, la candidate de 32 ans se veut rassembleuse. De son côté, le tribun UDC, placide, revendique une «voix discordante» au Conseil d'Etat.

**Vous vous êtes donc mis à deux pour flinguer la droite?**

**Delphine Bachmann:** Non, le PDC a choisi d'être pragmatique pour que l'électorat de centre droit soit représenté. Ma candidature est tout sauf opportuniste, je prends des risques pour offrir un vrai choix à la population. L'enjeu collectif est important, ce n'est pas un tour de chauffe, je suis là pour gagner.

**Yves Nidegger:** L'UDC passe son temps à faire des propositions d'alliance presque indécentes à l'Entente. Elles font systématiquement l'objet d'une fin de non-recevoir. Cette année encore, l'UDC a proposé, sans succès, de se mettre d'accord pour soutenir le meilleur candidat de la droite. Je déplore ce sectarisme.

**La Chambre de commerce, d'industrie et des services de Genève (CCIG) soutient officiellement Pierre Maudet. Difficile à encaisser?**

**Y. N.:** C'est du clientélisme. Ordinairement, la Chambre roule pour l'Entente. Ce soutien est une étape dans l'émiettement de ce que fut la droite à Genève. Aujourd'hui, le PLR se déchire et le PDC centriste fait dans le rachat de start-up comme le PBD ou les vert'libéraux. Seule l'UDC

tente de défendre une politique de droite lisible.

**D. B.:** On ne fait pas dans le rachat de voix, on propose un projet pour le canton. Je ne suis pas sûre que la position du comité de la CCIG reflète celle des membres et encore moins celle des entreprises genevoises en général. Pierre Maudet se positionne en sauveur autour d'un programme uniquement basé sur l'économie. Or la culture suisse n'est pas celle de l'homme providentiel, mais de la construction collective. Le vote utile pour l'économie n'existe pas. En tant que défenseuse des

**«Il faut sortir de la dictature sanitaire immédiatement. Les mesures liberticides ont tout arrêté, sauf le virus»**

YVES NIDEGGER

PME, notamment à travers un cadre fiscal attractif, je représente tout autant les intérêts de l'économie que Pierre Maudet.

**Que faire pour l'économie, au plus mal après un an de pandémie?**

**D. B.:** Aujourd'hui, on constate un manque de clarté sur le pilotage de la crise. On doit pouvoir laisser les gens travailler dans un cadre sanitaire raisonnable et sortir de la logique ouverture-fermeture qui fait des dégâts. Il est primordial d'avoir une politique d'aides et de relance forte, les cantons doivent faire pression sur la Confédération pour transformer certains prêts en aides à fonds perdu. Les personnes actuellement au bénéfice du RHT doivent par ailleurs être accompagnées vers une reconversion, car certaines n'auront plus de travail et devront trouver d'autres débouchés.

**Y. N.:** Il faut sortir de la dictature sanitaire immédiatement. Les mesures liberticides ont tout arrêté, sauf le virus. Depuis Hippocrate, lorsqu'on ne sait pas si le remède va être bon pour le patient ou non, on y renonce. Aujourd'hui, le gouvernement a abdiqué au profit des experts. Or, suivre l'évolution des indicateurs mène au pilotage automatique et la Suisse pique du nez vers le sol à toute vitesse. Un drame social est en cours, certaines entreprises paraissent solvables grâce aux RHT mais ne le sont plus. Il faut redonner à l'économie la liberté d'entreprendre. Quant aux travailleurs indigènes qui restent sur le carreau, ils doivent avoir la priorité dans leurs recherches d'emploi.

**D. B.:** Vous parlez de préférence cantonale, mais nous étions bien contents d'avoir des infirmières frontalières durant cette crise. On devrait revenir à une bureaucratie soviétique pour engager une intérimaire? C'est insensé. D'une part, la préférence cantonale est déjà appliquée à l'Etat. D'autre part, Genève est fortement liée à son arrière-pays, il faut absolument maintenir cette souplesse et éviter la lourdeur administrative pour les entreprises. Enfin, il est bien évidemment faux de prétendre que si on avait laissé tout ouvert, cela aurait été salutaire. Beaucoup de pays ont d'ailleurs regretté cette stratégie. Mais j'admets que les discours d'Alain Berset devient de plus en plus difficile à entendre. Dans l'immédiat, un calendrier plus clair est nécessaire pour la sortie de crise. Il faut rouvrir dès que possible, en tenant compte de nouveaux indicateurs, comme la vaccination ou l'immunité collective.

**Yves Nidegger, vous jouez dans l'opposition depuis des décennies, saurez-vous vous fondre dans un collège?**

**Y. N.:** Je serai une voix discordante. Genève a un besoin urgent de changement. Le bilan du gouvernement actuel est calamiteux:

la colère populaire gronde, la dette et le chômage sont plus hauts que jamais, le trafic est paralysé, le bétonnage de la campagne s'intensifie, l'école n'a jamais été aussi déprimée. Durant cette crise, le canton s'est arrangé pour faire pire que Berne en verrouillant le canton durant un mois cet automne. Certaines entreprises vont certainement tenter des procès en réparation. Personnellement, je rouvrirais tout. Comment? Puisque la répression est de compétence cantonale, il suffit d'ordonner aux policiers de ne pas aller persécuter les restaurateurs et tenanciers de bars pour que la vie redevienne normale.

**La crise a révélé une précarité grandissante à Genève, comment la combattre?**

**Y. N.:** Cet appauvrissement provient de ce que le PIB diminue alors que la population augmente. La panacée ne réside pas uniquement dans la régulation du marché du travail, mais cela joue un rôle notamment pour lutter contre le chômage de longue durée. Il est par ailleurs faux de dire que la préférence cantonale est appliquée. Le nombre de permis frontaliers a augmenté durant la crise du covid.

**D. B.:** Au niveau social, la crise a révélé l'échec de l'Etat: ce sont les associations qui ont répondu aux besoins urgents sur le terrain en faisant preuve d'agilité et de souplesse tandis que l'Hospice général était aux abonnés absents. Il faut continuer sur cette ligne. A terme, je défends néanmoins une réforme de la loi sur l'aide sociale, qui n'est plus en phase avec la réalité du terrain.

**Si vous êtes élu-e, quelle sera votre position sur la fiscalité?**

**D. B.:** Ces dix dernières années, on s'est beaucoup focalisé sur la fiscalité des entreprises, notamment en adoptant RFFA. On doit désormais s'occuper de la fiscalité des personnes, basée sur un modèle de société d'il y a cin-

quante ans, notamment en diminuant les impôts pour la classe moyenne et en supprimant l'imposition unique des couples mariés. Il faut aussi augmenter les déductions des frais de garde, et adapter le montant forfaitaire de la charge d'enfants, en fonction de l'âge.

**Y. N.:** Le déficit chronique de l'Etat provient d'une crise des dépenses et non des recettes, puisque Genève a le deuxième taux d'imposition le plus élevé de Suisse. Le déficit genevois sert à nourrir une fonction publique et un secteur subventionné obèses. Genève

**«La crise a révélé l'échec de l'Etat: ce sont les associations qui ont répondu aux besoins urgents sur le terrain»**

DELPHINE BACHMANN

compte 30% de fonctionnaires de plus par habitant qu'à Zurich, cela doit changer. La dette genevoise, de 20 milliards de francs, est abyssale et il faudra bien la rembourser un jour. Dans l'immédiat, il faut donc cesser de remplacer les départs à la retraite et réorganiser la fonction publique. Le mille-feuille étatique n'est pas composé d'ultra-spécialistes, mais d'un système hiérarchique qui coûte très cher.

**D. B.:** Yves Nidegger parle des fonctionnaires de manière condescendante. La plupart d'entre eux font leur travail avec dévouement. Par contre, une réflexion doit avoir lieu sur une réforme structurelle. Je ne suis pas favorable à une réduction du nombre d'employés, mais à davantage de flexibilité. La priorité doit aller aux personnes qui remplissent une mission de ter-

rain. Aujourd'hui, les infirmières des HUG passent de plus en plus de temps à exécuter des tâches administratives aux dépens du contact avec les patients.

**Genève vient d'être sacrée capitale suisse des bouchons, votre recette pour pacifier les routes?**

**D. B.:** Genève a besoin d'un système de transports publics efficace, en particulier dans la moyenne ceinture où beaucoup de villages souffrent d'un trafic de transit intense. Au centre-ville, il faut des zones piétonnes pour gagner en qualité de vie. A moyen terme, il faudra aller chercher des financements fédéraux pour développer des infrastructures, sans oublier de mettre en œuvre la traversée du lac votée par le peuple.

**Y. N.:** Parler d'aller chercher des financements à Berne est démagogique. Car il n'y a d'argent fédéral que pour résoudre les goulots d'étranglement des routes nationales. Pour compléter le périphérique en traversant le lac, il faudrait vouloir développer le coteau de Coligny. Genève ne le veut pas, il ne faut donc pas compter sur la manne fédérale. Et en attendant, c'est le U lacustre qui sert de traversée, une gabegie. Il faut commencer par démolir les obstacles érigés partout contre la circulation, puis redistribuer l'espace entre tous les modes de transport sans idéologie anti-bagnole. Laisser rouler les deux-roues sur les voies de bus, introduire des feux clignotants la nuit ainsi que des ondes vertes la journée.

**Une priorité si vous êtes élu-e?**

**Y. N.:** Sortir de la dictature sanitaire et inscrire la préférence indigène dans la Constitution cantonale.

**D. B.:** Accompagner et soutenir les indépendants et les PME dans la relance économique. Je veux effectuer un bilan du décrochage scolaire, mettre en place un plan de prévention contre la détresse des jeunes, grands oubliés de la crise, et une permanence pour les étudiants. ■